

e-document		T-2280-22-ID 1
F I L E D	FEDERAL COURT COUR FÉDÉRALE	D É P O S É
October 31, 2022 31 octobre 2022		
Jonathan Macena		
OTT	1	

FORMULE 66 - Règle 66

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE GATINEAU**

DEMANDE DE CONTRÔLE JUDICIAIRE

COUR FÉDÉRALE

ENTRE :

AYA KHADR

**Demandeur/
demanderesse**

et

**EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA (SERVICE CANADA,
ASSURANCE-EMPLOI)**

Défendeur

Avis de demande (titre — formule 66)

Avis de demande

AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le demandeur. La réparation demandée par celui-ci est exposée à la page suivante.

LA PRÉSENTE DEMANDE sera entendue par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par le demandeur. Celui-ci demande que l'audience soit tenue à la cour fédérale du Canada situé sur 90 rue Sparks à Ottawa.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez déposer un avis de comparution établi selon la formule 305 des [Règles des Cours fédérales](#) et le signifier à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au demandeur lui-même, DANS LES DIX JOURS suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des [Règles des Cours fédérales](#) ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n° de téléphone 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

29 octobre 2022

Délivré par : (Fonctionnaire du greffe)

Adresse du bureau local :

DESTINATAIRE :

Emploi et développement social Canada (Service Canada, Assurance-emploi)

142 Promenade du Portage, Gatineau, QC, J8X 2k3

DEMANDE

COUR FÉDÉRALE

ENTRE :

AYA KHADR

**Demandeur/
demanderesse**

et

**EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA (SERVICE CANADA,
ASSURANCE-EMPLOI)**

Défendeur

Demande

La présente est une demande de contrôle judiciaire concernant :

La cour fédérale du Canada situé à Ottawa

Le 21 avril 2021, une lettre de Service Canada m'a été acheminé avec une décision concernant ma demande de défalcation de mon trop-payé d'assurance-emploi. La lettre mentionne que ma demande de défalcation de mon trop-payé d'assurance-emploi d'un montant de 6,612\$ (1,707\$) a été examiné et que, dans mon cas, ma demande de défalcation ne peut pas être accordée parce qu'aucune des conditions énumérées n'a été remplie. Les conditions sont les suivantes :

Le trop-payé n'a pas été causé par une erreur ou une déclaration fausse ou trompeuse de ma part;

Découle d'une décision rétroactive concernant la rémunération assurable ou les prestations versées pour un programme de formation ou d'emploi.

Si vous avez été avisé du trop-payé plus de 12 mois après avoir reçu les prestations, votre dette envers l'État peut être défalquée si le trop-payé :

N'a pas été causé par une erreur ou une déclaration fausse ou trompeuse de votre part, peu importe si vous saviez ou non qu'elle était fausse ou trompeuse;

A été causé par l'un ou plusieurs des facteurs suivants :

Un retard ou une erreur de la part de la Commission dans le traitement de votre demande;

Un changement rétroactif apporté aux procédures de contrôle ou un examen entrepris par la Commission;

Une erreur faite par votre employeur dans votre relevé d'emploi;

Un calcul erroné par votre employeur de votre rémunération assurable ou de vos heures d'emploi assurable;

Le fait d'avoir assuré par erreur votre emploi.

En date du mois d'octobre 2022, j'ai reçu une lettre de Service Canada datée du 15 septembre 2022, mentionnant que le trop-payé de 330.00\$ ne pouvait pas être défalqué. En ce qui concerne le montant de 6,282.00\$, il était mentionné dans la lettre qu'il ne pouvait pas être défalqué, car dans mon cas, ils ont établi un relevé d'emploi provisoire avec les informations que j'ai supposément fournies. Ils mentionnent que j'ai indiqué avoir travaillé à temps plein, 37,5 heures par semaine pour la période du 19 août 2018 au 29 juillet 2019. Ils disent que le calcul de ma demande a été effectué avec ces informations. Par la suite, ils disent que l'employeur a fait parvenir le relevé d'emploi avec les informations précises. Ils disent que j'ai été contacté et que j'ai reconnu que je travaillais 25 heures par semaine et non 37,5 heures et que les données du relevé d'emploi étaient exactes. Ils disent par la suite que le trop-payé a donc été causé par une erreur de ma part donc la demande de le défalquer ne peut pas être accordée.

L'objet de la demande est le suivant :

Je, Aya Khadr, demande que la décision rendue par l'Assurance-emploi, de ne pas m'accorder la défalcation de mon trop-payé d'Assurance-emploi d'un montant de 330.00\$ et de 6,282.00\$ soit changé et qu'on m'accorde la défalcation de mon trop-payé, et ce, étant donné que je rencontre une des conditions pour avoir droit à une défalcation.

Les motifs de la demande sont les suivants :

En date du 15 janvier 2021, j'ai reçu deux lettres de la part de Service Canada. La première m'informe que j'avais accumulé 662 heures d'emploi assurable entre le 23 septembre 2018 et le 31 août 2019 et qu'il me fallait 700 heures d'emploi assurable. La deuxième m'informe que mon taux hebdomadaire est maintenant de 327\$ au lieu de 349\$. Ensuite, j'ai reçu une troisième lettre m'informant que je dois rembourser un trop-payé d'un total de 11,517\$. Quelques semaines plus tard, j'ai reçu un avis de dette mentionnant que mon solde dû était de 1,707\$ et non de 11,517\$. Maintenant, en octobre 2022, il s'agit de trop-payé de 330.00\$ et de 6,282.00\$.

Je, Aya Khadr, vous assure avoir rempli mes déclarations de manière juste et exacte.

En ce qui concerne ma déclaration et mon total d'heures assurable, il s'agit d'une employée de l'assurance emploi qui m'a informé et confirmé que j'étais éligible à l'assurance emploi et que je pouvais commencer à recevoir des prestations après avoir rempli mes déclarations. Étant donné que mon employeur n'était pas en mesure de faire parvenir un relevé d'emploi à ce moment à cause de la situation avec le système de paie du Gouvernement du Canada, l'employée de l'assurance-emploi m'a demandé mes heures de travail pour pouvoir créer un relevé d'emploi provisoire. Je lui ai fournis mes heures de travail et mes jours de congés sans solde de manière juste et exact et de manière exclusive et exhaustive. Et c'est à l'aide du relevé d'emploi provisoire que celle-ci a été en mesure de déterminer mon éligibilité à l'assurance-emploi. Elle m'a plus précisément confirmé que les heures d'emploi assurables sont dans mon cas à partir du 29 juillet 2019 et les 52 dernières semaines. Je lui ai fournis la totalité de mes heures de manière exacte et complète.

De plus, je n'étais en aucun cas au courant du nombre d'heures assurable nécessaire pour ma région. Il ne s'agit pas d'une information dont laquelle les gens sont au courant, habituellement.

Je DEMANDE que l'on prenne en considération la période entière pour laquelle j'ai rempli une demande d'assurance-emploi, soit pour le 29 juillet 2019 et les 52 dernières semaines, qu'on arrête d'ignorer la faute de Karine K. Gelinas d'avoir ouvert mon ancienne demande et m'avoir fait rentré des prestations maladie à l'intérieur de celle-ci entre la période de déclaration débutant le 28 juillet 2018 et celle terminant le 31 août 2019. La totalité de ces prestations entrent dans ma demande qui a nouvellement été créée. Cela-dit, que mes 52 dernières semaines précédant le 29 juillet 2019 soient comptées dans mes heures assurables.

Je demande qu'on corrige l'erreur quand l'assurance-emploi mentionne que j'ai fait 25 heures alors que j'ai dit avoir fait 37,5 heures pendant la période du 19 août 2018 au 29 juillet 2019 alors que c'est faux. Je n'ai pas fait 25 heures et je n'ai pas mentionné avoir fait 37,5 heures pendant toute cette période.

Je demande qu'on défalque la totalité du trop-payé, soit la somme de 330.00\$ et la somme de 6,282.00\$.

Les documents suivants sont présentés à l'appui de la demande :

Demande de révision d'une décision d'assurance-emploi (envoyé le 2 février 2021)

****Relevé d'emploi provisoire COMPLET****

Relevé d'emploi de l'employeur

Lettre de Service Canada daté du 21 avril 2021 m'informant de la décision rendue concernant ma demande de défalcation de mon trop-payé.

Lettre de Service Canada daté du 15 septembre 2022 m'informant de la décision rendue qui fait suite à l'ordonnance de la Cour fédérale rendue le 8 juin 2022

L'élément qui leur prouve hors de tout doute raisonnable que le trop-payé a été causé par une erreur ou une déclaration fausse ou trompeuse de ma part

Le demandeur demande à Emploi et développement social Canada (Service Canada, Assurance-emploi) de lui faire parvenir et d'envoyer au greffe une copie certifiée des documents suivants qui ne sont pas en sa possession, mais qui sont en la possession de l'office fédéral :

Demande de révision d'une décision d'assurance-emploi (envoyé le 2 février 2021)

Relevé d'emploi provisoire

Relevé d'emploi de l'employeur

L'élément qui leur prouve hors de tout doute raisonnable que le trop-payé a été causé par une erreur ou une déclaration fausse ou trompeuse de ma part

Lettre de Service Canada daté du 21 avril 2021 m'informant de la décision rendue concernant ma demande de défalcation de mon trop-payé

Lettre de Service Canada daté du 15 septembre 2022 m'informant de la décision rendue qui fait suite à l'ordonnance de la Cour fédérale rendue le 8 juin 2022

La preuve formelle que j'ai fait 25 heures et que j'ai dit avoir fait 37,5 pendant la période du 19 août 2018 au 29 juillet 2019

29 octobre 2022



Aya Khadr

3 rue de la Croisée
Gatineau, QC J9J 2S6

Téléphone : 819-921-5412

- DORS/2004-283, art. 35 et 38
- DORS/2013-18, art. 16